



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente et unième session

Point 2 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissaire et du Secrétaire général

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis en application de la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, donne un aperçu des travaux que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a menés entre décembre 2014 et novembre 2015 en tenant compte du programme 20 du Cadre stratégique du Secrétaire général et des priorités thématiques indiquées dans le Plan de gestion du HCDH pour la période 2014-2017.

2. Au 1^{er} novembre 2015, le HCDH appuyait 64 présences sur le terrain, notamment les bureaux récemment ouverts au Burundi et à Séoul¹, et avait signé un accord avec le Gouvernement hondurien en vue d'établir un bureau au Honduras avant la fin 2015. Le bureau du Kosovo² et celui du Togo ont été fermés au cours du premier semestre de 2015.

3. Pendant la période considérée, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme s'est rendu aux États-Unis d'Amérique, en Tunisie, au Burundi, en République de Corée, en République centrafricaine, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en Suisse, en Suède, au Mexique et au Brésil. La Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme s'est rendue en Colombie, et le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme s'est rendu en Afghanistan, en ex-République yougoslave de Macédoine, en Ukraine, en Somalie et au Soudan du Sud, et a également effectué des missions en Asie centrale, en Irlande et au Nigéria en tant que membre d'une délégation conduite par le Secrétaire général.

4. En 2015, l'Organisation des Nations Unies a célébré son soixante-dixième anniversaire avec quatre grands sommets qui ont abouti à la mise en place du cadre de la coopération internationale pour le développement durable, la réduction des risques de catastrophe et la maîtrise des changements climatiques – et s'est engagée à mettre à disposition les ressources disponibles. Ces sommets ont montré l'aptitude de la

¹ Conformément au mandat donné par le Conseil des droits de l'homme visant à mieux surveiller et analyser la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée.

² Les références au Kosovo sont à prendre au sens de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité et sans préjudice du statut du Kosovo.



communauté internationale à s'unir pour trouver des solutions aux problèmes qui se posent dans le monde et ont témoigné du fait que les droits de l'homme sont largement reconnus comme un pilier du développement durable.

5. Dans le même temps, les violations des droits de l'homme se sont poursuivies sans relâche. Un nombre croissant de conflits et de situations de violence, souvent dus à des discriminations tenaces et une absence de libertés, ont continué de toucher un grand nombre de régions du monde. Dans de nombreux points de la planète, le racisme et les discours de haine allaient croissant, se frayant souvent un chemin jusque dans l'arène politique.

6. En 2015, en vertu de nouveaux mandats créés par des organismes intergouvernementaux, il a été demandé au Haut-Commissariat de surveiller, d'enquêter, d'établir des rapports et de renforcer l'assistance technique, tandis qu'une collaboration plus intense avec les partenaires du système des Nations Unies dans les domaines de la sécurité, du développement et de l'aide humanitaire, résultant en particulier de l'initiative « Les droits de l'homme avant tout », exigeait des efforts supplémentaires. Ces exigences, sur fond de difficultés complexes en matière de droits de l'homme, mettent en évidence la nécessité d'augmenter les ressources du HCDH afin qu'il puisse s'acquitter de sa mission.

A. Renforcement des mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme

7. Les travaux des mécanismes relatifs aux droits de l'homme et du Haut-Commissariat, tant au siège que sur le terrain, ont contribué aux efforts de prévention, d'alerte rapide et de protection. Les moyens d'élargir le cadre normatif de sorte à renforcer la protection ont continué d'être examinés.

8. Malgré des contraintes budgétaires persistantes, le HCDH a apporté un appui à tous les mécanismes et a cherché à intensifier la coopération entre ces structures. Grâce à la compilation des indicateurs mondiaux et aux cartes du monde qu'il a réalisées, le HCDH a contribué à rendre plus accessibles les informations sur les engagements des États et sur leur coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme³. La méthode d'indicateurs des droits de l'homme mise au point par le HCDH en collaboration avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme a été de plus en plus largement reconnue comme un outil essentiel et une bonne pratique pour la mise en œuvre des recommandations des mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Le HCDH a organisé des séances de formation sur les indicateurs pour les parties prenantes nationales dans de nombreux pays, notamment en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Tunisie.

1. Organes conventionnels

9. En 2015, tirant parti du temps supplémentaire de réunion accordé en vertu de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, le HCDH a facilité l'examen par les organes conventionnels de 173 rapports d'États parties, l'adoption de constatations et de décisions concernant plus de 160 communications présentées par des particuliers, et 8 visites de pays par le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En conséquence, la plupart des comités ont comblé leur retard en matière d'examen de rapports. La procédure simplifiée de présentation de rapports a aussi été adoptée par tous les comités.

³ Voir <http://indicators.ohchr.org>.

10. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a adopté ses premières constatations au sujet d'une communication présentée par un particulier et le Comité des droits de l'enfant a reçu les premières plaintes présentées en vertu de sa procédure de présentation de communications.

11. Le nombre de communications individuelles enregistrées est passé de 170 en 2013 à 250 en 2015 et le nombre de demandes enregistrées au titre de la procédure d'action urgente de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées a quadruplé, passant de 50 en 2014 à plus de 200 en 2015. Le recours actif aux organes conventionnels par des particuliers dénonçant des violations des droits de l'homme est une bonne chose, mais doit aller de pair avec des ressources suffisantes pour éviter d'importants retards. Le HCDH a mis en ligne une base de données sur la jurisprudence des organes conventionnels (<http://juris.ohchr.org/>) et s'est employé à assurer la retransmission sur le Web de toutes les séances des organes conventionnels.

12. À leur vingt-septième réunion annuelle, qui s'est tenue au Costa Rica, les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux ont formulé des propositions en vue de renforcer la coopération avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et se sont félicités de l'appel lancé par le Costa Rica en faveur d'un processus de réflexion sur l'avenir du système des organes conventionnels. Les présidents ont aussi approuvé les Directives sur la question de l'intimidation et des représailles (Directives de San José) et ont recommandé à tous les organes conventionnels de les adopter, ce que certains ont déjà fait.

13. Le Haut-Commissariat a lancé le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels mis en place en vertu de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, avec des activités au niveau national dans plus de 40 pays. Une étude et un guide pratique sur les mécanismes nationaux pour l'établissement des rapports et le suivi ont été élaborés. Les premières activités sous-régionales de formation de formateurs à l'intention des agents de l'État ont eu lieu pour la région du Pacifique (à Samoa), et pour les pays anglophones de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (à la Barbade).

14. Le Haut-Commissariat a célébré le cinquantième anniversaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le Haut-Commissaire a lancé l'année de célébration du cinquantième anniversaire des deux Pactes sous le slogan « Nos droits. Nos libertés. Pour toujours ».

2. Le Conseil des droits de l'homme

15. En 2015, conformément au mandat que lui a confié le Conseil des droits de l'homme, le HCDH a continué d'appuyer trois commissions d'enquête (concernant la République arabe syrienne, le territoire palestinien occupé et l'Érythrée), a mené des enquêtes et des missions d'établissement des faits concernant Sri Lanka, l'Iraq et la Libye ainsi que les violations liées à Boko Haram, et a effectué une mission d'évaluation de la situation des droits de l'homme au Soudan du Sud. Malgré des difficultés d'ordre opérationnel, les rapports correspondants constituent des références indépendantes, impartiales et dignes de foi.

16. Le HCDH a organisé des réunions-débats, notamment sur la peine de mort, les changements climatiques, les effets du terrorisme sur la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les mesures coercitives unilatérales, les droits de l'enfant, les droits des femmes, le droit à l'éducation pour toutes les filles, la discrimination raciale dans le monde, une approche de la bonne gouvernance fondée

sur les droits de l'homme et la suite donnée à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones. Le débat annuel qui a eu lieu en septembre 2015 sur l'intégration d'une perspective de genre dans les travaux du Conseil des droits de l'homme a porté sur la parité hommes-femmes. Pour la première fois, les conséquences sur les droits de l'homme du problème mondial de la drogue ont fait l'objet d'un débat. Le HCDH a aussi organisé un certain nombre de manifestations parallèles, par exemple sur l'application des critères relatifs aux droits de l'homme dans le cadre du Traité sur le commerce des armes.

17. Le Conseil des droits de l'homme a tenu un dialogue renforcé sur les droits de l'homme des migrants et un dialogue sur l'état des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015, et a eu des discussions informelles avec le Vice-Secrétaire général et le Haut-Commissaire.

18. Le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme a financé la participation de 18 représentants de gouvernements aux sessions du Conseil.

3. Procédures spéciales

19. Le Conseil des droits de l'homme a créé deux nouveaux mandats thématiques au titre des procédures spéciales : l'un sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme et l'autre sur le droit à la vie privée. Cette décision a porté à 55 le nombre de mandats au titre des procédures spéciales appuyés par le HCDH (41 mandats thématiques et 14 mandats sur la situation dans des pays en particulier).

20. Entre le 1^{er} décembre 2014 et le 30 novembre 2015, le HCDH a appuyé 83 visites de pays effectuées par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales dans 60 États et territoires. Les titulaires de mandat ont adressé en tout 524 communications à 122 États (439 étaient des communications conjointes), concernant au moins 810 personnes, dont 157 femmes. En 2015, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont soumis plus de 130 rapports au Conseil des droits de l'homme, en ont soumis 39 à l'Assemblée générale et ont fait plus de 300 communiqués de presse et déclarations publiques.

21. Par l'intermédiaire du Comité de coordination des procédures spéciales et de manière individuelle, avec l'appui du HCDH, les titulaires de mandat ont participé aux travaux du Conseil des droits de l'homme, ont contribué à la formulation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et notamment des Objectifs de développement durable, et ont mené des activités de plaidoyer portant sur les changements climatiques, sur la situation des réfugiés et des migrants et sur la nécessité croissante de réglementer l'action des acteurs non étatiques et de veiller à ce qu'ils répondent de leurs actes.

22. La coopération des États membres est essentielle pour que les titulaires de mandat puissent remplir leur mission. Le Haut-Commissaire note avec satisfaction que le nombre d'invitations permanentes adressées par les États parties (dont un État observateur) s'élève désormais à 115. Au fil des ans, 167 États (86,5 %) ont accepté des demandes de visite dans le pays et ont reçu la visite d'au moins un titulaire de mandat au titre des procédures spéciales.

4. Examen périodique universel

23. Le deuxième cycle de l'Examen périodique universel s'est poursuivi, avec la participation des 42 États dont l'examen était prévu, et a été axé sur les progrès réalisés depuis le précédent cycle. Les États ont soumis volontairement des rapports à

mi-parcours sur l'état de la mise en œuvre des recommandations et les difficultés y relatives.

24. Le Haut-Commissariat a apporté un appui aux États examinés, notamment au moyen du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique, en finançant le voyage de 21 représentants (en tant que participants ou observateurs) venus assister aux sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Il a aussi facilité la participation de 97 personnes venues de 30 pays à trois ateliers régionaux à la Barbade, au Brésil et aux Fidji. Le partenariat avec l'Union interparlementaire et l'Organisation internationale de la francophonie a permis de faire mieux connaître l'Examen périodique universel aux parlementaires et de renforcer leur participation à ce processus (par le financement de la participation de 14 représentants), notamment au moyen de séances d'information, d'activités de formation et de séminaires régionaux.

25. Conformément à la résolution 30/25 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a encouragé les États à renforcer les systèmes et processus nationaux de suivi, le HCDH a continué d'appuyer, notamment au moyen du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique, le renforcement des structures interministérielles permanentes et l'élaboration de plans de mise en œuvre nationaux et de base de données à des fins de suivi. L'amélioration de la documentation sur les bonnes pratiques a entraîné une augmentation des demandes de coopération technique. Cela signifie que les sources de financement du Fonds de contributions volontaires doivent être étendues pour pouvoir répondre à cette augmentation de la demande.

5. Développement progressif du droit international

26. En septembre 2015, le Groupe de travail sur la détention arbitraire a soumis au Conseil des droits de l'homme, à la demande de celui-ci, les principes et directives fondamentales sur les recours et procédures relatifs au droit de toute personne privée de sa liberté de contester la légalité de sa détention devant un tribunal, élaborés avec l'appui du HCDH. Le HCDH a apporté un appui au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au Comité des droits de l'enfant pour l'élaboration de la recommandation générale/observation générale conjointe n° 31 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et n° 18 du Comité des droits de l'enfant sur les pratiques préjudiciables, premier texte de ce type à être adopté conjointement par deux organes conventionnels. Le HCDH a apporté une aide au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour l'élaboration de la recommandation générale n° 32 (2014) sur les femmes et les situations de réfugiés, d'asile, de nationalité et d'apatridie. Il a également offert un appui à l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale pour l'élaboration d'un projet de déclaration.

27. Le HCDH a appuyé des groupes de travail intergouvernementaux chargés d'examiner la possibilité d'élaborer des cadres réglementaires internationaux, portant notamment sur la réglementation, le suivi et le contrôle des activités des sociétés militaires et de sécurité privées; les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales; les droits de l'homme des personnes âgées; et les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme.

6. Fonds humanitaires

28. En 2015, Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture a accordé des subventions pour un montant total de 7,1 millions de dollars des États-Unis pour soutenir le rétablissement et la réadaptation de plus de 57 000 victimes dans plus de 80 pays. Il a offert un appui immédiat par des

subventions d'urgence à des projets d'assistance au Burundi, en Jordanie, en Iraq et en Ukraine, aux victimes fuyant le conflit en République arabe syrienne et aux réfugiés en Hongrie et en Serbie. Il a organisé un atelier avec des experts sur la réadaptation des victimes dans les situations d'urgence et leurs besoins à long terme.

29. En 2015, en dépit de ses difficultés financières, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a apporté une aide à 30 000 victimes dans le cadre de 44 projets exécutés dans 35 pays. Malgré sa situation financière très difficile, le Fonds spécial créé en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a financé des projets dans cinq pays pour renforcer les capacités institutionnelles en matière de prévention de la torture.

B. Renforcement de l'égalité et lutte contre la discrimination

1. Discrimination à l'égard des migrants

30. Les migrants, y compris les réfugiés, dans les pays de transit et de destination, payent maintenant le prix de l'absence persistante, aux niveaux mondial, régional et national, de principes de gouvernance fondés sur les droits de l'homme dans le domaine des migrations. Le Haut-Commissariat a donc cherché à intégrer une perspective des droits de l'homme dans le débat mondial sur la migration, notamment par des actions de plaidoyer et en coprésidant le Groupe de travail sur la migration, les droits de l'homme et le genre du Groupe mondial sur la migration, et en appuyant le Forum mondial sur la migration et le développement. Le Haut-Commissaire s'est entretenu avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations et le Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations internationales et le développement pour déterminer la voie à suivre concernant la crise migratoire. Dans une déclaration publiée en octobre, le Haut-Commissaire a exhorté l'Union européenne et ses États membres à cesser de considérer l'action répressive comme la panacée pour les problèmes actuels liés aux migrations.

31. Le HCDH a assuré une formation au personnel de la Force navale de l'Union européenne chargée de lutter contre le trafic de migrants en Méditerranée. En partenariat avec d'autres entités, il a formé des fonctionnaires tunisiens aux droits de l'homme des migrants. En mars 2015, le HCDH a publié deux documents, l'un sur les droits économiques, sociaux et culturels des migrants et l'autre intitulé « *Behind Closed Doors: Protecting and Promoting the Human Rights of Migrant Domestic Workers in an Irregular Situation* » (À l'abri des regards : Protéger et promouvoir les droits de l'homme des domestiques migrants en situation irrégulière), et a organisé un séminaire sur le thème de cette dernière publication. En septembre 2015, le HCDH a réalisé un court film documentaire montrant la situation de femmes migrantes sans papiers employées comme domestiques.

2. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

32. Si l'année 2015 a marqué le cinquantième anniversaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la discrimination raciale et la xénophobie restent malheureusement répandues dans le monde entier. Trop souvent en effet, les minorités religieuses et ethniques sont la cible de discours haineux et de crimes de haine. Pendant la période considérée, le Haut-Commissaire a condamné les opinions de plus en plus xénophobes et islamophobes exprimées en réaction à la « crise » migratoire dans certains pays de l'Union

européenne et a attiré l'attention sur la persistance de la discrimination à l'égard des Afro-Américains et sur les préjugés raciaux dans la police, dans le système de justice pénale et dans d'autres domaines aux États-Unis. En décembre 2015, il a ouvert au Brésil la première réunion régionale de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024), qui offre la possibilité d'aborder les thèmes de la reconnaissance, de la justice et du développement. Dans le cadre d'un processus participatif, le HCDH a élaboré des directives pour surveiller et analyser le profilage racial. Il a aussi organisé un premier atelier avec des journalistes russes et ukrainiens sur la question de la prévention de l'incitation à la haine et de la discrimination dans les médias et de la lutte contre ces pratiques.

33. Le HCDH s'est efforcé d'examiner les questions relatives au racisme et à la discrimination dans le cadre du sport. En collaboration avec la Fédération de Russie, la Fédération internationale de football association et les organisations de la société civile, il a organisé deux manifestations visant à remédier à ces problèmes dans la perspective de la Coupe du monde de 2018 et au-delà.

3. Discrimination fondée sur le statut d'autochtone ou de membre d'une minorité

34. Dans le cadre du suivi du document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones tenue en 2014, le HCDH a continué de promouvoir et faciliter l'inclusion des peuples autochtones dans les processus de prise de décisions aux niveaux national et international. Il a par exemple appuyé l'élaboration d'un plan d'action pour le suivi à l'échelle du système. En Colombie et au Paraguay, le HCDH a contribué à renforcer la participation des peuples autochtones par des activités de formation et en appuyant l'élaboration de protocoles particuliers.

35. Dans le cadre du Réseau des Nations Unies pour la lutte contre le racisme et la protection des minorités, le HCDH a formé des équipes de pays aux Philippines et aux Fidji en 2015.

36. En ex-République yougoslave de Macédoine, le Haut-Commissariat a apporté son soutien à la création d'un site Web pédagogique contre la discrimination et a aidé la Commission nationale de lutte contre la discrimination à mettre en place un mécanisme de plainte en ligne. En Serbie, il a contribué à une nouvelle stratégie nationale relative à l'inclusion sociale des communautés roms.

37. Par différentes initiatives, notamment les programmes de bourses pour les peuples minoritaires et autochtones, le HCDH a renforcé la capacité des minorités et des peuples autochtones à faire valoir leurs droits dans leur pays et dans les enceintes internationales. Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones – qui a eu 30 ans en 2015 – a continué de jouer un rôle essentiel en facilitant la participation de représentants autochtones aux activités internationales dans le domaine des droits de l'homme.

4. Égalité hommes-femmes et droits des femmes

38. Le 15 septembre 2015, le Haut-Commissaire a fait la promesse d'être un « Champion de l'égalité hommes-femmes à Genève »⁴ et s'est notamment engagé à rencontrer au moins une organisation de femmes au cours de chaque visite sur le terrain. À l'occasion du vingtième anniversaire du Programme d'action de Beijing, le HCDH a organisé une campagne médiatique composée d'un film présentant 12 défenseuses des droits de l'homme et d'un volet sur les réseaux sociaux visant à encourager la solidarité du public avec les défenseuses des droits de l'homme. Avec

⁴ Pour de plus amples informations, voir à l'adresse : www.genevagenderchampions.com.

des partenaires du système des Nations Unies, le HCDH a publié une brochure sur l'appui et l'assistance offerts par l'ONU pour lutter contre les meurtres à caractère sexiste, ainsi qu'une série de documents d'information sur la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation.

39. Le HCDH s'est efforcé de lutter contre les stéréotypes injustes qui ont cours dans le système judiciaire concernant les affaires de violences sexuelles et de violences sexistes (au Guatemala et en Afrique de l'Ouest). En Colombie, au Costa Rica, en El Salvador, au Panama et au Pérou, le HCDH a encouragé l'utilisation du modèle de protocole latino-américain pour les enquêtes sur les féminicides par les membres du système judiciaire. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, il a formé des défenseuses des droits de l'homme et a élaboré un manuel sur la lutte contre la violence sexiste.

40. Le Haut-Commissariat a contribué à renforcer les capacités nationales pour traiter les questions relatives aux droits des femmes et à l'égalité hommes-femmes (la violence à l'égard des femmes, les stéréotypes sexistes, l'accès à la terre et la santé sexuelle et procréative), notamment pour des parties prenantes venant du Chili, de Colombie, d'El Salvador, de Gambie, du Honduras, du Liban, de Libye, du Mali, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de la République dominicaine, de Suisse et de Tunisie. Il a aussi aidé certains États à élaborer des lois sur la famille et une législation sur la violence à l'égard des femmes ou à réviser les lois existantes (Bélarus, Gambie, Myanmar, Sénégal, Tunisie et Yémen).

41. Avec des partenaires nationaux et internationaux, le HCDH a conseillé des candidates et des députées au Bénin, au Burkina Faso, à Cabo Verde, au Niger et au Sénégal.

42. Les activités de développement des capacités en matière d'intégration des questions de genre ont concerné environ 350 fonctionnaires de l'ONU et représentants de gouvernements et de la société civile.

5. Discrimination fondée sur le handicap

43. Le Haut-Commissariat a joué un rôle essentiel dans la prise en considération des droits des personnes handicapées dans le programme de développement durable pour l'après-2015, notamment en ce qui concerne la définition d'indicateurs et la ventilation des données par handicap.

44. En Géorgie, le HCDH a fourni des conseils sur les modifications à apporter à la législation sur la capacité juridique des personnes atteintes de handicaps psychiques, qui ont été adoptées au printemps 2015. En août 2015, la Commission paraguayenne pour les droits des personnes handicapées a adopté un plan d'action national sur les droits des personnes handicapées, élaboré avec l'appui du HCDH. En janvier 2015, également avec l'aide du HCDH, le Parlement tunisien a créé une commission spécialement chargée des personnes handicapées et des autres personnes vulnérables, à la suite de l'adoption d'une charte nationale sur les droits de ces personnes.

6. Discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

45. Le HCDH soutient les efforts visant à lutter contre l'homophobie et la transphobie par sa campagne intitulée « Free and Equal public education » (Une éducation publique gratuite et fondée sur l'égalité), qui s'est poursuivie tout au long de 2015, avec la parution de nouvelles vidéos, fiches d'information et autres matériels. Il a mené des campagnes en Autriche, au Brésil, au Cambodge, à Cabo Verde, en Chine, en El Salvador, aux États-Unis d'Amérique, aux Fidji, au Mexique, au Pérou, au Sénégal et au Timor-Leste. Une campagne vidéo lancée en mai et présentant la

diversité de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexuée et ses contributions à la société a été vue en ligne par près de 10 millions de personnes. À Mexico, la campagne a été diffusée dans le métro pendant cinq mois sur une ligne utilisée quotidiennement par environ 400 000 personnes.

46. En septembre, le HCDH a accueilli une réunion d'experts à Genève pour débattre des difficultés spécifiques auxquelles se heurtent les personnes intersexuées en matière de droits de l'homme – notamment les interventions chirurgicales et autres traitements médicamenteux inutiles et non volontaires, ainsi que le manque d'accès à la justice et les pratiques discriminatoires dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et du sport. Le HCDH a aussi publié une fiche d'information sur la campagne « Free and Equal » portant sur les droits de l'homme et les personnes intersexuées, accessible en ligne.

7. Discrimination à l'égard des personnes atteintes d'albinisme

47. Le HCDH a organisé une exposition intitulée « Blanc ébène – White ebony » en mars et a lancé un site Web en mai (www.albinism.ohchr.org).

48. À la suite des activités de plaidoyer menées par le Haut-Commissariat, des stratégies nationales visant à combattre la violence et la discrimination à l'égard des personnes atteintes d'albinisme ont été élaborées au Malawi et en République-Unie de Tanzanie. Au Malawi, le HCDH a apporté un appui au Ministère de la justice pour traduire en justice les auteurs d'agressions contre des personnes atteintes d'albinisme. En République-Unie de Tanzanie, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture a offert une aide aux organisations qui apportent une assistance directe aux victimes d'agressions et à leurs proches.

C. Lutte contre l'impunité et renforcement du principe de responsabilité et de l'état de droit

1. Justice transitionnelle

49. En février, le HCDH a publié l'ouvrage intitulé « *Rule of Law Tools for Post-Conflict States* »⁵ (Les instruments de l'état de droit dans les sociétés sortant d'un conflit), dans lequel il a recensé les bonnes pratiques en matière de gestion des dossiers et archives dans le contexte du droit à la vérité. Il s'est efforcé de renforcer les capacités nationales concernant les enquêtes sur les violations graves des droits de l'homme et les poursuites contre les responsables, notamment au Cambodge, en Colombie et au Guatemala. Avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le HCDH a rédigé une communication (mémoire d'*amicus curiae*) sur les réparations relativement à l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga*, jugée devant la Cour pénale internationale⁶.

50. Le HCDH a continué de fournir des conseils techniques concernant les mécanismes de justice transitionnelle et les dialogues nationaux y relatifs. Par exemple, en République centrafricaine, il a fourni des conseils juridiques sur la création d'un tribunal pénal spécial mixte chargé d'examiner les violations graves des droits de l'homme commises depuis 2003 et, en septembre 2015, il a coorganisé avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en

⁵ Voir à l'adresse : www.ohchr.org/Documents/Publications/HR_PUB_14_4_Archives_en.pdf.

⁶ Voir à l'adresse : www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1977022.pdf.

République centrafricaine et les autorités locales, un séminaire international sur la lutte contre l'impunité⁷. Au Mali, au Soudan du Sud et au Soudan (Darfour), le HCDH a fourni des conseils sur les arrangements possibles en matière de responsabilité et de justice transitionnelle prévus par les accords de paix. Il a continué d'apporter un appui aux Chambres africaines extraordinaires au sein des juridictions sénégalaises et a suivi le procès d'Hissène Habré.

51. À Sri Lanka, le Haut-Commissariat a apporté un appui aux parties prenantes nationales pour les premières étapes de la mise en place d'un mécanisme crédible, efficace et complet de justice transitionnelle chargé d'examiner les allégations concernant le droit humanitaire et le droit humanitaire international.

52. Le HCDH a appuyé des initiatives locales visant à promouvoir la maîtrise au niveau national des processus de justice transitionnelle, comme au Tchad et en Mauritanie. En Tunisie, il a fourni des conseils à la Commission pour la vérité et la dignité, notamment au sujet des violations des droits économiques, sociaux et culturels. En Colombie, il a appuyé la collecte d'éléments de preuve concernant plus de 4 500 meurtres, ainsi que la cartographie des faits, au moyen d'un système d'information sécurisé, pour permettre au Bureau du Procureur général de poursuivre les auteurs d'exécutions extrajudiciaires, dont des hauts fonctionnaires. Le HCDH a plaidé pour une véritable inclusion des femmes dans les processus de paix et les mécanismes de réconciliation, notamment en Afghanistan, en Guinée, en Libye et en Tunisie.

2. Peine de mort

53. Le HCDH a continué de plaider pour l'abolition de la peine de mort, y compris en promouvant la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a publié une nouvelle édition de l'ouvrage « *Moving Away from the Death Penalty: Arguments, Trends and Perspectives* » (S'écarter de la peine de mort : arguments, tendances et perspectives) et a lancé une campagne sur les réseaux sociaux intitulée « *End executions* » (Mettre fin aux exécutions). Il a organisé, au Siège de l'ONU, un débat de haut niveau qui a mis l'accent sur la parole des familles de victimes, et a lancé un certain nombre d'initiatives régionales pour plaider en faveur de l'abolition. Il a publié l'ouvrage intitulé « *Moving Away from the Death Penalty: Lessons in South-East Asia* »⁸ (S'écarter de la peine de mort : enseignements tirés en Asie du Sud-Est) et a apporté un appui à des manifestations régionales sur l'abolition de la peine de mort à Doha et à Addis-Abeba, en coopération avec l'Union africaine. Le HCDH a aussi aidé les équipes de pays des Nations Unies à Madagascar et au Malawi à mettre en œuvre des projets visant à favoriser l'abolition de la peine de mort.

54. Le Haut-Commissariat a encouragé la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort dans les États qui continuent d'appliquer cette peine.

3. Lutte contre le terrorisme

55. Le Haut-Commissariat a coprésidé le Groupe de travail sur la promotion et la protection des droits de l'homme et de l'état de droit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, qui contribue à développer les capacités des agents de la force publique, et a rédigé plusieurs rapports dans lesquels il exprimait de nouveau sa préoccupation face à des législations

⁷ Voir à l'adresse : <http://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16372&LangID=F>.

⁸ Voir à l'adresse : <http://bangkok.ohchr.org/files/Moving%20away%20from%20the%20Death%20Penalty-English%20for%20Website.pdf>.

nationales en matière de sécurité nationale formulées en termes généraux, utilisées pour mettre un frein à des activités par ailleurs légitimes et prendre pour cible des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des groupes minoritaires, des membres de l'opposition politique et d'autres personnes ou groupes.

4. Administration de la justice et services de répression

56. Le HCDH a continué de participer à l'examen de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, préconisant notamment la protection du droit à la santé des personnes privées de liberté, la fourniture de conseils sur les droits de l'homme dans le cadre des enquêtes sur la mort ou la disparition de personnes placées en garde à vue ou sur les cas d'atteinte grave à l'intégrité physique de détenus, une réflexion sur le champ d'application de la détention cellulaire et l'accès à l'aide juridictionnelle. En octobre, le HCDH a organisé une réunion internationale d'experts pour l'échange de bonnes pratiques sur l'observation des procès en tant qu'outil destiné à garantir le respect du droit à un procès équitable.

57. Le HCDH a contribué aux débats relatifs au projet de manuel de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur le traitement des détenus à haut risque et a publié les Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales en vue de traduire le cadre international des droits de l'homme en mesures concrètes de gestion des frontières, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités, les secours et les interceptions, l'assistance, les contrôles, l'identification et l'orientation, ainsi que les conditions de détention ou de renvoi lorsque de telles mesures sont nécessaires. En juin 2015, en Autriche, le HCDH a participé à une réunion d'experts informelle chargée d'examiner un projet de loi type sur l'aide juridictionnelle dans les systèmes de justice pénale. Il a apporté une contribution au manuel à l'intention des parlementaires, intitulé « Migration, droits de l'homme et gouvernance », publié par l'Union interparlementaire en octobre 2015.

58. En Ouganda, le Haut-Commissariat a continué de renforcer les capacités de la Direction des poursuites et de la Division des crimes internationaux de la Cour de justice supérieure pour améliorer l'accès des victimes et des témoins à la justice et leur protection, en particulier en ce qui concerne les enfants et les victimes de violences sexuelles et de violences sexistes. Au Mexique, il a aidé le Ministère de l'intérieur à concevoir un système d'information sur les droits de l'homme. La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala et le HCDH ont soutenu conjointement plusieurs initiatives visant à garantir l'accès à la justice et à assurer la transparence dans l'utilisation des fonds publics. En Jamaïque, le HCDH a organisé, avec les partenaires du système des Nations Unies et l'Institut de formation aux métiers de la justice, un séminaire sur les droits de l'homme à l'intention des magistrats résidents et des juges de la Cour de justice supérieure. L'appui du HCDH au Département de la justice et au Procureur général de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a permis l'élaboration d'un plan d'action national et la création d'une commission chargée de lutter contre les violences liées aux accusations de sorcellerie.

59. La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et le HCDH ont fourni un appui technique à l'Inspection générale de la police nationale, qui a permis de renforcer sa capacité à traiter et examiner les affaires concernant des actes répréhensibles de la police. Aux Fidji et au Myanmar, le HCDH a assuré une formation aux droits de l'homme à la police et, au Timor-Leste, le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont aidé l'institution nationale des droits de l'homme à élaborer et mettre en œuvre un manuel de formation aux droits de l'homme à l'intention de la police. La Cour suprême de justice du Mexique a élaboré, en collaboration avec le HCDH, une base de données qui réunit toutes les normes internationales relatives aux droits de l'homme définies par les

Nations Unies et par le système interaméricain de protection des droits de l'homme⁹. En Tunisie, le HCDH et le PNUD ont aidé le Ministère de la justice et des droits de l'homme et l'organe judiciaire provisoire à élaborer un plan d'action national pour réorganiser le système judiciaire et les établissements pénitentiaires. En Tunisie et dans le territoire palestinien occupé, le HCDH a noué un dialogue avec les autorités pour lutter contre les arrestations et les détentions arbitraires et améliorer les conditions de détention. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, il a conseillé et formé l'Institution du Médiateur à la surveillance des établissements de détention. Dans le contexte de la flambée de la maladie à virus Ebola, le HCDH et la Mission des Nations Unies au Libéria ont plaidé avec succès pour le désengorgement des établissements pénitentiaires par une meilleure gestion de la détention provisoire.

5. Réformes constitutionnelles et législatives

60. Le HCDH a préconisé des réformes constitutionnelles et législatives visant à garantir le respect par les États des normes internationales relatives aux droits de l'homme, notamment à la Grenade, en Libye, en République-Unie de Tanzanie, en Thaïlande et en Ukraine.

61. Le HCDH a aidé les parties prenantes nationales au Burundi, en Ouganda, en République centrafricaine et au Soudan à mettre en place des cadres législatifs pour la protection des victimes et témoins de violations flagrantes des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire.

62. Grâce à l'assistance que lui a offerte le HCDH, le Parlement Kirghiz a adopté sept lois, notamment le Code de procédure pénale, qui prennent en compte les normes internationales relatives à l'administration de la justice et à la prévention de la torture. Avec l'assistance du Bureau régional du HCDH au Moyen-Orient, le code de conduite des forces de sécurité intérieure libanaises a été actualisé compte tenu des recommandations du Comité contre la torture. En juillet 2015, suivant l'avis du HCDH, le Parlement mauritanien a adopté une loi criminalisant la torture et une loi portant création d'un mécanisme national de prévention de la torture.

D. Intégration des droits de l'homme dans le développement et l'économie

1. Les droits de l'homme dans le développement

63. La Déclaration sur le droit au développement a inspiré le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment les nouveaux Objectifs de développement durable, qui ont été au centre des travaux du HCDH dans le domaine du développement en 2015. Dans une lettre ouverte datée du 27 juillet, le Haut-Commissaire a demandé aux États membres de veiller à ce que le nouveau programme soit fermement ancré dans le cadre international des droits de l'homme. Il a noté avec satisfaction que les Objectifs de développement durable portaient essentiellement sur la réduction des inégalités et la réalisation des droits de l'homme pour tous.

64. Le HCDH a collaboré avec les États membres pour appuyer la mise au point d'un ensemble d'indicateurs tenant compte des droits de l'homme et d'un cadre solide de surveillance, d'examen et de responsabilisation. Il a recommandé que les stratégies visant à mettre en œuvre le Programme à l'horizon 2030 soient fondées sur les normes et principes relatifs aux droits de l'homme et garantissent, non seulement qu'il n'y ait pas de laissés pour compte, mais aussi que les plus démunis soient les premiers à bénéficier des mesures prises.

⁹ Voir à l'adresse : www.bjdh.org.mx.

65. Le HCDH a engagé des consultations préliminaires et un travail méthodologique pour compiler les indicateurs mondiaux se rapportant aux Objectifs de développement durable, notamment par l'intermédiaire du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux Objectifs de développement durable et du Comité de coordination des activités de statistique des Nations Unies, et d'autres organisations internationales. En octobre, il a organisé une réunion d'experts en vue de formuler des orientations sur une approche fondée sur les droits de l'homme des données et des statistiques, axée sur la ventilation des données et sur des systèmes complets de collecte de données. Le HCDH a contribué à l'établissement d'indicateurs sur les migrants, en se concentrant dans un premier temps sur le droit à la santé, le droit à l'éducation et le droit à un travail décent. Avec l'appui du HCDH, le Gouvernement paraguayen a conçu des indicateurs des droits de l'homme portant sur la pauvreté, les droits économiques et sociaux et la protection sociale.

66. En ce qui concerne le financement du développement et le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le HCDH a envoyé à tous les États Membres, dans le cadre de ses activités de plaidoyer, une lettre ouverte sur l'intégration des considérations relatives aux droits de l'homme et sur l'approche fondée sur le droit au développement.

67. Pour ce qui est de l'intégration des droits de l'homme dans les travaux du système des Nations Unies pour le développement, le HCDH a continué de coprésider le groupe de travail sur les droits de l'homme du Groupe des Nations Unies pour le développement. Il a mis à jour la note d'orientation sur les droits de l'homme à l'intention des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, qui contient des conseils et des exemples concrets sur la manière dont les coordonnateurs résidents et les équipes de pays peuvent s'acquitter de leurs responsabilités en matière de droits de l'homme, notamment à la lumière de l'initiative « Les droits de l'homme avant tout » lancée par le Secrétaire général.

68. Le HCDH a entrepris de faire s'imposer le souci des droits de l'homme dans les institutions internationales qui financent le développement, notamment la Banque mondiale, en mettant l'accent sur le renforcement des politiques de sauvegarde sociales et environnementales qui sous-tendent les prêts d'investissement consentis par les banques multilatérales de développement.

69. Le HCDH a axé ses travaux concernant le commerce sur une étude exploratoire conduite dans le cadre d'une évaluation *ex-ante* des effets de l'accord relatif à la zone de libre-échange panafricaine sur les droits de l'homme, mettant l'accent sur l'agriculture et l'emploi. Fondée sur des éléments d'information objectifs, ces évaluations visent à s'assurer que les négociations aboutissent à la prise de décisions qui soient compatibles avec les droits de l'homme. Le HCDH a donné des avis sur les moyens de réformer le système de traités en matière d'investissements et a mené des travaux de recherche sur les contrats entre États et investisseurs et les droits de l'homme.

70. En février, le HCDH a organisé, en collaboration avec la Fondation Mary Robinson, un dialogue sur le climat et la justice, à la suite duquel plusieurs États ont accepté un échange de meilleures pratiques et de connaissances entre experts des changements climatiques et des droits de l'homme. Le HCDH a plaidé en faveur de l'intégration des considérations relatives aux droits de l'homme dans le document final de la vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a été adopté en décembre.

2. Droits économiques, sociaux et culturels

71. Le 15 septembre, le Haut-Commissariat et les partenaires du système des Nations Unies ont lancé une plateforme en ligne sur les socles de protection sociale et les droits de l'homme afin d'offrir aux États et aux praticiens des outils pour la mise en œuvre du droit à la sécurité sociale.

72. Le HCDH a aidé l'Institut ougandais d'études judiciaires à mettre en place un programme de formation sur l'application des droits économiques, sociaux et culturels à l'intention des juges.

73. Le HCDH a tenu des consultations d'experts à Genève, en juillet, pour étudier les liens entre les violations des droits économiques, sociaux et culturels et les conflits et pour définir les éléments essentiels d'un système efficace d'alerte rapide. Les consultations ont été suivies d'une réunion régionale à Bangkok portant sur les violations des droits de l'homme dans le cadre des questions liées aux biens fonciers.

74. Les expulsions forcées laissent des millions de personnes sans abri et sans terres, aggravant la pauvreté. Le HCDH a élaboré une fiche d'information sur les expulsions forcées pour aider toutes les parties concernées à prévenir et réparer les violations des droits de l'homme dans ce contexte. Au Timor-Leste, il a renforcé la capacité de l'institution nationale des droits de l'homme à surveiller le droit à un logement convenable et à prévenir les expulsions. Avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le HCDH a poursuivi ses travaux sur l'évaluation des effets des expulsions afin d'obtenir une estimation réaliste du coût des expulsions. Dans le contexte d'une urbanisation qui ne cesse de croître et qui s'accompagne généralement de discriminations et d'inégalités, le HCDH a plaidé en faveur de l'intégration des droits de l'homme dans les prises de décisions concernant les processus d'urbanisation, compte tenu également de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui doit se tenir en Équateur en octobre 2016.

75. Le HCDH a dirigé les travaux relatifs aux droits de l'homme lors de l'élaboration de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent (2016-2030) lancée en 2015 par le Secrétaire général. En conséquence, le principe de responsabilité et celui de l'autonomisation des femmes, des enfants et des adolescents afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits sont des aspects essentiels de la Stratégie. Le Haut-Commissariat et des partenaires comme le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la Santé ont mis au point des directives détaillées à l'intention des décideurs dans le domaine de la santé et des institutions nationales des droits de l'homme sur les éléments essentiels à considérer dans l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme en matière de santé sexuelle, procréative et maternelle et de santé des nouveau-nés et des enfants de moins de 5 ans. Au Malawi, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie, ces questions ont été évaluées du point de vue des droits de l'homme et examinées dans des réunions à parties prenantes multiples au niveau national. En Ouganda, le HCDH a aidé la société civile à renforcer ses capacités en matière de surveillance des violations des droits de l'homme liées à la santé sexuelle et procréative.

3. Entreprises et droits de l'homme

76. Depuis que le Conseil des droits de l'homme a approuvé les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, en 2011, le HCDH a aidé certains États, comme la Malaisie, à mettre au point des plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits de l'homme et a noué des contacts avec des sociétés pour les encourager à gérer plus efficacement les risques en matière de droits de l'homme découlant de leurs activités. Toutefois, pour que les promesses contenues dans les

Principes directeurs se réalisent, il faut que les dirigeants montrent davantage la voie à suivre et mènent des actions plus vigoureuses, en particulier pour ce qui est du principe de responsabilité et de l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux activités des entreprises. Le HCDH a continué de procéder à des consultations dans le cadre de son projet sur la responsabilité et les voies de recours.

77. Au Cambodge, les entreprises qui ont bénéficié de concessions foncières et les communautés touchées ont sollicité les conseils du HCDH pour remédier à l'effet de ces opérations sur les droits de l'homme. Au Panama, le HCDH et d'autres entités des Nations Unies ont facilité le dialogue entre une commission publique de haut niveau et les représentants de peuples autochtones qui s'opposent à la construction du barrage hydroélectrique de Barro Blanco. En Colombie, le HCDH a aidé plusieurs entreprises et communautés à régler de manière équitable la question de l'impact des activités des entreprises sur les droits de l'homme. Le HCDH a collaboré avec le réseau régional du Pacte mondial en Amérique centrale pour intégrer les droits de l'homme dans les activités des sociétés privées. Il a fourni un appui et des conseils à des agents de l'État, à des représentants des milieux d'affaires et à d'autres parties concernées au Malawi et en Tunisie sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

E. Élargissement de l'espace démocratique

78. En 2015, des pays de toutes les régions se sont heurtés à des difficultés en matière de droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, en particulier avant des élections, dans le cadre de la lutte antiterroriste et face à des protestations sociales et politiques. Dans bien des cas, des restrictions ont été imposées à des défenseurs des droits de l'homme et à leur famille, à des défenseurs de l'environnement, à des militants anticorruption, à des journalistes et à des dirigeants ou sympathisants de l'opposition. L'exercice persistant de représailles contre les personnes cherchant à coopérer avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme était particulièrement préoccupant. Le Haut-Commissaire a attiré l'attention de manière répétée sur les agressions visant des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, et le HCDH a donné des conseils techniques aux autorités sur la manière de renforcer leur protection, notamment au Guatemala, au Soudan du Sud et en Tunisie. En Colombie, le Bureau du Procureur général, s'appuyant sur les conseils du HCDH, a adopté un plan stratégique pour la conduite des enquêtes sur les actes de violence commis contre des défenseurs des droits de l'homme. En El Salvador et au Mexique, le HCDH a contribué au renforcement du mécanisme de protection pour les défenseurs des droits de l'homme victimes ou menacés d'agressions.

79. Le HCDH a continué de développer les capacités des organisations de la société civile, s'efforçant d'améliorer la protection au niveau national en appuyant les réformes juridiques et en militant contre la restriction des libertés publiques. Il a appuyé un nouveau réseau de défenseurs des droits de l'homme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et a soutenu la création d'une coalition régionale d'organisations de la société civile visant à lutter contre l'incitation à la haine et à promouvoir la tolérance. Au Timor-Leste, le HCDH a soutenu le dialogue des défenseurs des droits de l'homme sur la création d'un réseau permanent de promotion des droits de l'homme.

80. Le Haut-Commissariat a fourni des conseils sur le projet de loi sur les associations de la société civile en Mauritanie, encourageant la participation de la société civile à ce processus. Au Kenya, il a conseillé le Gouvernement sur un projet de politique sur la participation publique. En Ouganda, il a appuyé les activités de plaidoyer de la société civile en faveur de l'intégration des normes du droit

international des droits de l'homme dans le projet de loi sur les organisations non gouvernementales.

81. Le HCDH a participé au Mécanisme interinstitutions de coordination pour l'assistance électorale des Nations Unies, plaidant en faveur d'une approche fondée sur les droits de l'homme de l'assistance électorale des Nations Unies. En février, le HCDH et le Centre Carter ont coprésidé un atelier réunissant des observateurs électoraux et des défenseurs des droits de l'homme pour examiner la possibilité d'un renforcement de la coopération. Au Burundi, au Guatemala et en Haïti, le HCDH a surveillé les droits de l'homme dans le contexte électoral.

82. Au niveau mondial, le HCDH a poursuivi ses activités de plaidoyer sur la protection du droit à la vie privée et d'autres droits de l'homme, notamment à l'Assemblée de l'Union interparlementaire et au Forum sur la gouvernance de l'Internet.

83. Le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme représente un consensus international concernant la contribution essentielle d'une éducation efficace aux droits de l'homme à la réalisation de ces droits. Le Haut-Commissaire a encouragé les États à tirer pleinement parti de la troisième phase de la mise en œuvre du Programme (2015-2019) pour promouvoir la formation aux droits de l'homme pour les professionnels des médias et les journalistes.

84. Au Kenya, au Niger, en Ouganda et au Timor-Leste, le HCDH a travaillé à l'intégration des droits de l'homme dans les programmes des établissements d'enseignement, de l'école primaire à l'université. En Fédération de Russie, neuf grandes universités de cinq régions ont élaboré des programmes communs avec le concours du HCDH, notamment des cours de base sur les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme et sur les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme.

F. Alerte rapide et protection des droits de l'homme dans les situations de conflit, de violence et d'insécurité

1. Droits de l'homme, paix et sécurité

85. Le HCDH a dialogué avec le Conseil de sécurité sur un certain nombre de questions particulières à un pays et de questions thématiques relatives aux droits de l'homme, à la paix et à la sécurité, dans le cadre de réunions d'information et de consultations.

86. Dans le cadre de son action pour renforcer l'intégration des droits de l'homme dans les activités de l'ONU en faveur de la paix et de la sécurité, le HCDH a noué un dialogue avec le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix, dont il a accueilli le rapport avec satisfaction. Dans son rapport suivant sur l'avenir des opérations de paix, le Secrétaire général a mis l'accent sur le caractère essentiel des droits de l'homme et de la protection des civils et les obligations qui en découlent dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU et à l'échelle du système.

87. Le HCDH et le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques et le Département de l'appui aux missions ont réalisé conjointement un examen de la mise en œuvre de la politique d'intégration des droits de l'homme dans les opérations de paix de l'ONU et les missions politiques spéciales, adoptée en 2011. L'examen a abouti à l'élaboration d'une feuille de route détaillée, comprenant des recommandations relatives à la publication régulière d'informations sur les droits de l'homme et au renforcement de la formation aux droits de l'homme pour le personnel des opérations de maintien de la paix. En tant que

membre du Comité permanent interinstitutions des Nations Unies sur les femmes et la paix et la sécurité, le HCDH a offert une assistance technique et apporté une contribution à l'étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et aux recommandations sur la voie à suivre.

88. Le HCDH s'est efforcé de contribuer à la mise en place d'un cadre plus cohérent pour les missions de paix concernant notamment la protection des enfants et des victimes de violences sexuelles liées aux conflits. Il a aidé les missions de paix de l'ONU au Mali, en République centrafricaine et au Soudan du Sud à s'acquitter de leur mandat relatif à la protection des civils. Il a publié un rapport sur les droits de l'homme et la protection des civils dans le cadre du maintien de la paix. En août, la Division des droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) ont mis en place un mécanisme conjoint pour échanger des informations, examiner les allégations de violations des droits de l'homme par des éléments des FRCI et renforcer les capacités dans le domaine des droits de l'homme.

89. Le HCDH a intensifié sa coopération avec la Commission de l'Union africaine afin de mieux intégrer les droits de l'homme dans les opérations de paix de l'Union africaine. Il a formé le Département Paix et Sécurité de l'Union africaine et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine pour faire en sorte que les forces déployées par l'Union africaine respectent le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire et que l'appui des Nations Unies à l'Union africaine soit conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. Le HCDH a fourni un appui technique pour renforcer les capacités en matière de droits de l'homme de l'équipe de mise en route de la force multinationale mixte chargée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine d'appuyer les efforts régionaux visant à lutter contre Boko Haram.

90. En outre, le HCDH a fourni des conseils aux missions et équipes de pays des Nations Unies, notamment au Bangladesh, en République démocratique du Congo et en Somalie, sur l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme.

2. Intervention rapide et alerte rapide

91. Le HCDH a continué de répondre aux crises naissantes et aux crises qui persistent et a déployé des équipes pour évaluer la situation des droits de l'homme au Cameroun, au Niger et au Nigéria, dans le contexte des opérations menées par Boko Haram; en République de Moldova, en lien avec l'instabilité politique; au Guatemala et en Guinée, à l'occasion des élections; et à la frontière entre la République dominicaine et Haïti pour surveiller le traitement réservé aux personnes d'origine haïtienne expulsées de République dominicaine. En raison des difficultés financières, le fonds de réserve du HCDH et la liste interne des fonctionnaires prêts à être déployés en cas d'intervention rapide sont sollicités à l'excès. Le Haut-Commissariat a surveillé la situation dans le territoire palestinien occupé, notamment à Jérusalem-Est, où la violence et les troubles se sont aggravés depuis la fin du mois de septembre 2015.

92. Le HCDH est resté pleinement engagé dans la mise en œuvre de l'initiative « Les droits de l'homme avant tout », notamment en fournissant un appui et des conseils aux partenaires du système des Nations Unies, tant au siège que sur le terrain. Il a coordonné l'élaboration de la formation obligatoire en ligne sur les responsabilités en matière de droits de l'homme pour l'ensemble des fonctionnaires de l'ONU, qui a été lancée en 2015 à l'occasion de la Journée des droits de l'homme.

93. La gestion des informations sur les violations des droits de l'homme et, plus largement, sur les menaces qui pèsent sur les populations, est restée essentielle pour assurer la mise en œuvre efficace de l'initiative et garantir des analyses et des interventions appropriées en temps voulu. À ces fins, le HCDH a dirigé une équipe spéciale interinstitutions qui a présenté des propositions concernant la création d'un système commun des Nations Unies de gestion des informations sur les droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a contribué à la définition de nouveaux mécanismes de coordination au niveau du siège et de mécanismes d'alerte rapide. Il a régulièrement fourni aux entités du système des Nations Unies des analyses par pays concernant les droits de l'homme et l'alerte rapide, et un ensemble de notes sur les pays ont été communiquées aux coordonnateurs résidents pour orienter les stratégies au niveau national.

94. Le HCDH a davantage utilisé d'autres sources d'information. Par exemple, il a signé un mémorandum d'accord avec le Programme pour les applications satellites opérationnelles de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche dans le but d'accroître l'utilisation de l'imagerie satellitaire pour vérifier les informations sur les droits de l'homme.

95. Au niveau des pays, l'initiative « Les droits de l'homme avant tout » a permis à l'ONU de prendre davantage les droits de l'homme en considération dans son action en intégrant des analyses fondées sur les droits de l'homme dans les cadres d'aide au développement, en permettant d'améliorer les stratégies et les procédures opérationnelles pour prévenir les risques d'atteintes aux droits de l'homme, en attirant l'attention sur les préoccupations anciennes dans les domaines des droits de l'homme et en renforçant les actions de plaidoyer pour les droits de l'homme. Le HCDH a collaboré avec des partenaires, notamment le Département des affaires politiques, sur un concept de déploiement rapide d'équipes multidisciplinaires dans les pays où des crises peuvent survenir. Les premières équipes ont été déployées au cours du dernier trimestre de 2015 au Burkina Faso et au Lesotho.

96. Le HCDH a poursuivi ses efforts visant à professionnaliser la surveillance et les enquêtes concernant les droits de l'homme par l'élaboration et la mise à jour d'outils d'orientation, comme son glossaire des violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et les nouveaux chapitres de son manuel sur la surveillance des droits de l'homme. En 2015, le HCDH a commencé l'examen de ses méthodes d'enregistrement des victimes en vue d'améliorer les pratiques existantes. Il a fourni des orientations et des conseils et assuré des cours de formation et des cours sur les enseignements à retenir aux commissions d'enquête, aux missions d'établissement des faits et aux équipes du HCDH déployées ponctuellement. Les activités de formation à distance ont été étendues et expérimentées lorsque la situation en matière de sécurité, comme au Burundi, ne permettait pas d'assurer les activités de formation du personnel *in situ*. La base de données interne du Haut-Commissariat sur les cas de violations des droits de l'homme, outil professionnel de gestion de cas à l'échelle du HCDH, a été mise en service dans trois bureaux supplémentaires et un nouveau module destiné à établir le profil des auteurs présumés de violations a été mis au point.

3. Violence sexuelle et sexiste, traite et formes d'exploitation connexes

97. Le HCDH a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre de lois visant à lutter contre la violence sexuelle (par exemple en Afghanistan, au Burundi, en Iraq (région du Kurdistan), au Nigéria et en République centrafricaine); promouvant la participation des victimes et des témoins au processus de paix et de réconciliation (au Soudan (Darfour) et en République centrafricaine); et prévoyant une assistance pour les victimes de violences sexuelles (au Guatemala, en République démocratique du

Congo, au Soudan et en Tunisie). Le HCDH s'est employé à renforcer les capacités nationales en matière d'enquêtes sur les cas de violence sexuelle et sexiste en Afghanistan, au Libéria, en République démocratique du Congo et au Soudan. Au Kosovo, il a plaidé en faveur de l'allocation de fonds pour lutter contre la violence à l'égard des femmes dans la municipalité de Mitrovica-Nord et a appuyé le groupe des femmes à l'assemblée municipale. Toujours au Kosovo, dans le cadre de la programmation conjointe des Nations Unies, le HCDH a soutenu l'élaboration d'un projet de réglementation sur la vérification du statut de victime de violences sexuelles liées au conflit.

98. La Mission des Nations Unies au Libéria et le HCDH ont aidé les partenaires nationaux à mettre en place des centres qui fournissent des services complets aux personnes ayant subi des violences sexuelles et sexistes. En Mauritanie, le HCDH et ses partenaires du système des Nations Unies ont contribué à renforcer les capacités nationales de lutte contre les violences sexuelles et sexistes et ont fourni des conseils juridiques sur un projet de loi visant à lutter contre ce type de violence et à assurer une meilleure protection aux victimes.

99. En vue de promouvoir une approche fondée sur les droits de l'homme de la lutte contre la traite des êtres humains, le Haut-Commissariat a fourni une assistance technique et une aide au renforcement des capacités à des États et à des groupes de la société civile, notamment au Bélarus et en Thaïlande. Dans le cadre de la campagne de l'Organisation internationale du Travail visant à promouvoir la ratification de la Convention n° 29 sur le travail forcé (1930), le HCDH a entrepris des activités de sensibilisation sur le travail forcé et ses liens avec les droits de l'homme et la traite des êtres humains.

100. Le HCDH a réussi à intégrer les droits de l'homme dans le programme de mécanismes conjoints de lutte contre la traite, comme le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes, et dans l'évaluation des mesures visant à lutter contre la traite. En septembre, il a organisé un événement contre la traite des êtres humains à des fins de prélèvement d'organes en partenariat avec le Bélarus, avec la participation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le Crime, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

4. Action humanitaire

101. Le HCDH a continué de collaborer avec le Comité permanent interorganisations et le Groupe mondial de la protection, codirigeant l'équipe chargée de donner la priorité à la protection. En 2015, une importante étude indépendante sur la protection dans le cadre de l'action humanitaire a été menée à bien.

102. Le HCDH a dirigé les groupes de protection au Libéria (en ce qui concerne le virus Ebola), en Mauritanie et dans le territoire palestinien occupé, et a codirigé ces groupes avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Ukraine et dans la région du Pacifique. Dans le cadre des efforts du HCDH pour intégrer les droits de l'homme dans l'action humanitaire menée par les Nations Unies dans le contexte de la crise en République arabe syrienne, trois conseillers pour les droits de l'homme ont été recrutés pour appuyer le Coordonnateur de l'action humanitaire dans le pays, le Coordonnateur régional des opérations humanitaires pour la crise en Syrie et son adjoint. Des déploiements rapides et sans préavis ont été effectués dans le contexte de l'action humanitaire au Népal (à la suite du tremblement de terre), en Ukraine, en Mauritanie et au Yémen. Dans l'État de Rakhine (Myanmar), le HCDH a aidé les acteurs humanitaires à intégrer les droits de l'homme dans leur action.

II. Gestion et administration

103. Le HCDH a pris une importante initiative de changement organisationnel. Cette initiative permettra de gagner en efficacité, de tirer le meilleur parti des ressources et des capacités et d'harmoniser l'exécution des programmes afin que le HCDH puisse répondre plus efficacement aux demandes et attentes des États Membres, des partenaires du système des Nations Unies et des titulaires de droits. Cette initiative vise à atteindre trois principaux objectifs, à savoir, exploiter le rôle du HCDH en tant que point de référence à l'échelle mondiale pour les normes et les mécanismes relatifs aux droits de l'homme; travailler directement et en collaboration avec ses partenaires pour traduire les recommandations des mécanismes des droits de l'homme de l'ONU en changements qui améliorent la vie des populations; et mettre l'accent sur la coordination stratégique et le renforcement des partenariats au sein du système des Nations Unies et dans l'ensemble du système international.

104. Dans un premier temps, ces objectifs seront atteints en réaffectant les ressources existantes pour exécuter plus efficacement le programme 20 du plan-programme biennal pour la période 2016-2017. À son siège, le HCDH entend renforcer ses compétences thématiques et redéfinir les termes de son mandat, afin d'appuyer plus efficacement les mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Le HCDH intensifiera ses travaux à New York en vue de mieux intégrer les droits de l'homme dans les programmes ayant trait au développement ainsi qu'à la paix et à la sécurité. De plus, des centres régionaux seront mis en place pour que la présence du Haut-Commissariat dans le monde soit plus équilibrée et pour faciliter la coopération technique et le renforcement des capacités. Tout gain d'efficacité sera utilisé pour répondre aux demandes de coopération technique et d'aide au renforcement des capacités au niveau national. L'amélioration des résultats et de la visibilité escomptée de ces changements encouragera les États Membres à investir davantage dans le HCDH, tant en termes de contributions volontaires qu'au niveau du budget ordinaire.

III. Conclusions

105. **Au cours de l'année écoulée, conformément à son mandat, le Haut-Commissariat a, à tous les niveaux, instamment engagé les États à promouvoir et protéger les droits de chaque être humain, et leur apporté une aide à ces fins, et a demandé que les auteurs de violations répondent de leurs actes. Le Haut-Commissariat a continué de suivre et analyser la situation des droits de l'homme dans le monde entier, et de fournir une assistance technique.**

106. **Fidèle à la vision énoncée dans la Charte des Nations Unies il y a soixante-dix ans et afin de veiller à ce que les droits de l'homme soient effectivement l'un des trois piliers de l'Organisation, le Haut-Commissariat a continué de plaider en faveur de la transversalisation des droits de l'homme et du renforcement des capacités avec les Nations Unies. L'initiative « Les droits de l'homme avant tout » lancée par le Secrétaire général a entraîné une refonte des priorités concernant la question des droits de l'homme dans de nombreuses situations, mais il reste encore beaucoup à faire pour que l'initiative soit pleinement intégrée dans les stratégies et actions de l'ONU.**

107. **Les importants mouvements migratoires qui ont actuellement lieu dans le monde nous rappellent avec force que la question des droits de l'homme est importante. Ils montrent que les êtres humains s'efforcent – lorsque leur vie est menacée, lorsqu'il est porté atteinte à leur dignité et lorsqu'ils n'ont pas de perspectives – de rechercher des moyens de survie, de protection et un remède à leur solution. Afin de permettre aux populations de vivre dans la paix, la dignité**

et la sécurité, les États et la communauté internationale doivent prendre la question des droits de l'homme au sérieux et évaluer plus honnêtement les insuffisances actuelles qui sont à l'origine de ces crises.

108. Le HCDH a un rôle à jouer, qu'il s'agisse de recenser ces insuffisances ou de tenter d'éliminer les pratiques discriminatoires anciennes ou les violations des droits de l'homme fréquemment commises, de renforcer la capacité des institutions de l'État à faire justice des griefs et de contribuer à la lutte contre la pauvreté sans exclusion et d'une manière globale. Elle ne peut toutefois pas jouer seule ce rôle – les autres doivent aussi reconnaître que le fait de ne manifester qu'un intérêt de pure forme pour les droits de l'homme et de ne participer à la coopération internationale qu'en « cochant des cases » est une approche qui a fait son temps. Il est grand temps que les États appliquent efficacement les normes universelles des droits de l'homme qu'ils ont établies et se sont engagés à mettre en œuvre au fil des décennies dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des organisations régionales. Le HCDH est prêt à apporter son aide.
